

nière analyse, l'internationalisation croissante du Capital et le nivellement des niveaux de productivité et de la compétitivité des différentes économies impérialistes. Dans ces conditions, les marges de manœuvres monétaires et financières se rétrécissent considérablement, chaque manœuvre — que ce soit une déflation, une dévaluation monétaire ou un protectionnisme — entraînant rapidement des conséquences négatives sur l'économie des autres pays impérialistes et incitant ceux-ci à s'engager dans une voie analogue. En fait, la collaboration étroite entre les banques centrales exprime sur un plan conscient l'impuissance objective des pays impérialistes, même les plus forts, à se soustraire à la fois aux impératifs de la concurrence inter-impérialistes et à l'inévitabilité des rétorsions monétaires que provoque toute tentative d'améliorer sa propre puissance compétitive à l'aide d'expédients financiers.

Historiquement, la fin qui s'approche de la période d'expansion à long terme qui s'est étendue de 1940 à 1965 dans l'économie impérialiste internationale, a des causes plus profondes que les phénomènes au niveau des monnaies, du système de crédit ou de la politique interventionniste des Etats bourgeois. Elle signifie que réapparaît puissamment à la surface la contradiction entre l'expansion des forces productives et le rôle de frein joué par l'appropriation privée, contradiction que le Capital avait pu refouler pendant toute une période à l'aide d'expédients. L'efficacité de ces expédients s'effrite. Les effets stimulants de l'inflation permanente sont neutralisés par des effets négatifs dans le domaine du commerce mondial. Les effets stimulants de la production d'armements déclinent à partir du moment où ceux-ci ont atteint un niveau colossal, et qu'une nouvelle relance du boom nécessiterait un nouveau bond des dépenses militaires que même l'économie américaine ne pourrait plus supporter. L'appauvrissement relatif de plus en plus prononcé des pays semi-coloniaux réduit constamment la fraction de la production industrielle totale des pays impérialistes qu'ils peuvent absorber. Mais les échanges entre pays impérialistes qui se sont développés énormément pendant la longue période d'expansion sont de plus en plus freinés par la concurrence inter-impérialiste et par l'égalisation progressive du niveau technique de tous les pays impérialistes.

Bref, l'énorme capacité de production aujourd'hui accumulée dans ces pays entre de plus en plus en conflit avec les besoins de mise en valeur du capital. Seule l'économie en expansion des Etats ouvriers constituerait une soupape de sûreté momentanée; mais ses échanges avec les pays impérialistes, bien qu'en hausse constante, sont trop réduits pour pouvoir freiner une récession généralisée. Ces limites qui sont à la fois fonction des possibilités d'exportation très médiocres des Etats ouvriers et de l'ensemble du contexte international rendant les crédits à long terme fort aléatoires, ne seront guère considérablement dépassées dans un proche avenir.

IV. — La nouvelle phase de la crise des régimes bureaucratiques dans les états ouvriers et le sens des « réformes économiques »

Après l'écrasement de la révolution hongroise de 1956, la crise des régimes bureaucratiques dans les Etats ouvriers d'Europe orientale et en U.R.S.S. était arrêtée sur un palier. La liquidation de la plupart des réformes acquises par l'Octobre polonais à partir de 1957 ; l'arrêt de la déstalinisation en U.R.S.S. après le XXII^e Congrès du P.C.U.S., la passivité des masses laborieuses, l'apathie politique un instant interrompue par la victoire de la révolution cubaine et ses démêlés avec l'impérialisme américain, mais que même le conflit sino-soviétique n'avait ensuite plus guère